

[https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id\\_article=103](https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=103)

# Introduction au livre « Révolution et contre-révolution en Espagne »

- Écrits -

Date de mise en ligne : dimanche 14 novembre 2010

Date de parution : 1er mars 1977

---

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

---

« Révolution et contre-révolution en Espagne », de Felix Morrow, reste la meilleure analyse marxiste de la révolution espagnole de 1936-1937 et de son issue tragique. D'autres ouvrages écrits depuis et faisant appel à une documentation nouvelle et plus fournie font un récit plus détaillé des événements et des combats (sociaux et politiques) qui ont marqué ces années dramatiques et de ceux qui y ont conduit (1). Mais aucun d'entre eux n'égale le livre de Morrow en ce qui concerne l'analyse du mouvement fondamental des classes sociales, du caractère inévitable de leur affrontement et de l'issue du conflit déterminée par l'absence d'une direction révolutionnaire et d'une conscience politique claire du côté des masses travailleuses. Morrow explique les épisodes-clés de la révolution et de la contre-révolution espagnole en termes de forces sociales.

Il confirme entièrement le diagnostic formulé par Trotsky selon lequel la stratégie des staliniens, de leurs divers alliés et partisans (« d'abord gagner la guerre, ensuite mener à bien la révolution »), ignorant la réalité du combat de classes et cherchant à la remplacer par la manipulation politique, ne pouvait que mener au désastre : à l'étranglement de la révolution d'abord, à la défaite militaire ensuite.

Les témoignages multiples qui ont été publiés depuis la publication du livre de Morrow en 1938 ont mis en lumière de nouveaux éléments qui renforcent l'analyse fondamentale de Morrow. La responsabilité essentielle de Staline et de la bureaucratie soviétique imposant leur ligne contre-révolutionnaire au P.C espagnol a été confirmée par des témoins appartenant à la direction de ce parti (2). On connaît maintenant dans tous leurs détails sordides les efforts du Guépéou pour exporter en Espagne ses techniques d'arrestations massives, de tortures, de meurtres et de procès montés de toutes pièces contre les révolutionnaires accusés d'être la 5e colonne de Franco. On connaît aussi l'échec de ces manœuvres. Personne ne croyait aux calomnies staliniennes. Les travailleurs étaient épouvantés par la terreur politique, et Franco put tirer profit de la terrible démoralisation ainsi créée dans les rangs républicains. Quand les survivants de la direction du POUM furent finalement traînés en procès, ils ne furent pas condamnés comme agents de Franco, mais pour le « crime » d'avoir préconisé... la dictature du prolétariat.

Il est intéressant de remarquer que même en Union soviétique, et en dépit du contrôle très étroit exercé par la bureaucratie sur les activités intellectuelles dans tous les domaines des sciences sociales, on se pose des questions – certes en termes prudents – sur la politique du Komintern et du PCE dans la période 1935-1939 (3). Cette orientation, tout comme la théorie du social-fascisme et la pratique qui en découla, fournissant une contribution décisive à l'ascension de Hitler vers le pouvoir en Allemagne, est un des plus grands crimes de Staline. L'histoire a prononcé un irrévocable verdict à ce sujet. Ce crime est à mettre sur le même plan que la politique de collectivisation forcée qui, pendant plus de trente ans, provoqua une crise ininterrompue de l'agriculture soviétique, sur le même plan que les purges de masse de 1936-1938 où furent assassinés tous les cadres survivants du parti bolchévique et l'élite du commandement de l'Armée rouge, ouvrant ainsi la voie aux désastres militaires de l'été et de l'automne 1941, qui amenèrent l'URSS à deux doigts de l'effondrement militaire.

La défaite de la révolution espagnole ne fut pas un incident mineur sur un champ de bataille secondaire. Elle fut l'événement-clé qui conduisit à la Seconde guerre mondiale et au déferlement du fascisme sur tout le continent européen, jusqu'aux portes de Léninegrad, Moscou et Stalingrad. La conquête du pouvoir en Allemagne par Hitler commença à faire pencher la balance dans le sens de la contre-révolution en Europe. Elle asséna un coup mortel à la fraction la plus forte, la mieux organisée et la plus consciente du prolétariat européen. Mais la victoire d'Hitler n'était en aucun cas irréversible, et la conquête de l'Europe par ses armées pas davantage inévitable. Le surgissement formidable de la combativité révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole en 1936, porté par une vague de grèves générales en France et en Belgique, par une radicalisation, dans le monde entier, des combats de la classe ouvrière (qui atteignit même les Etats-Unis avec les grandes grèves sur le tas qui donnèrent le jour à la CIO) aurait pu barrer la route à Hitler. A l'été 1936, son armée était encore très faible, pas de taille à se mesurer avec l'Armée rouge. Une révolution espagnole victorieuse, s'étendant à la France, aurait provoqué un écho puissant dans la classe ouvrière d'Italie et d'Allemagne (4). L'histoire aurait suivi un cours entièrement différent. La révolution espagnole défaite, les mobilisations de la classe ouvrière en France, en Belgique et ailleurs étaient vouées au recul

et à la démoralisation. La victoire de la contre-révolution en Espagne ouvrait la voie à la conquête de l'Europe par Hitler.

En ce sens, la politique stalinienne sacrifiant la révolution espagnole à son jeu diplomatique avec les impérialistes français et anglais ne peut d'aucune manière être considérée comme la subordination de la révolution mondiale aux « intérêts nationaux » de l'Union soviétique. En trahissant la révolution espagnole, elle portait aussi un coup puissant aux intérêts immédiats de la défense militaire de l'URSS. Cette politique était le reflet du conservatisme fondamental de la couche dirigeante privilégiée de la société soviétique, de la peur panique qui la saisissait dès qu'un développement important de la révolution mondiale renversait le « statu quo » international et national entre les forces sociales, « statu quo » qui déterminait la passivité politique de la classe ouvrière soviétique, base fondamentale de la domination de la bureaucratie.

Staline et ses successeurs manifestèrent une même hostilité à l'égard de toute révolution ouvrière, en quelque lieu qu'elle se présentât : Yougoslavie, Chine, Cuba... Les communistes vietnamiens ont fait les frais, les derniers en date, de la continuité de cette politique sordide. La différence fondamentale entre ce qui s'est passé en Espagne en 1936 et ce qui s'est passé après la guerre dans des occasions semblables tient à la modification des rapports de force internationaux entre les classes. Le changement essentiel tient à ce que les mouvements révolutionnaires sont suffisamment forts pour que les efforts de la bureaucratie soviétique pour les étrangler comme elle l'a fait en Espagne se soldent quelquefois par un échec. Cela ne résulte pas uniquement des modifications du rapport de forces international, mais aussi du fait que quelques partis communistes nationaux ou des forces révolutionnaires indépendantes se sont montrés prêts à rompre à temps, et de manière décisive, avec la stratégie menchevique stalinienne.

La révolution espagnole a été également le témoignage historique le plus accablant contre le point de vue spontanéiste qui considère qu'un mouvement de masse puissant suffirait pour déboucher sur la victoire de la révolution socialiste.

Jamais l'histoire n'avait fourni l'exemple d'un soulèvement généralisé semblable à celui que connut l'Espagne en juillet 1936, lorsque les travailleurs brisèrent l'insurrection de l'armée fasciste dans pratiquement toutes les grandes villes du pays et dans une bonne partie des campagnes. Jamais encore les masses ne s'étaient emparées spontanément des usines, des services publics, des grandes propriétés à la campagne, comme elles l'ont fait alors en Espagne.

Et pourtant, la révolution ne l'emporta pas. Les masses travailleuses ne mirent en place aucun organe de pouvoir unifié et centralisé. Confrontés à ces questions clés qui se posent dans toute révolution, les dirigeants anarchistes – qui avaient éduqué les masses dans l'esprit de la doctrine de la « suppression » immédiate de l'Etat – jouèrent un rôle décisif pour empêcher les masses révolutionnaires largement influencées par l'anarcho-syndicalisme de se doter de leurs propres structures d'Etat ouvrier. Elles acceptaient ainsi, de facto, la résurgence de l'Etat bourgeois et de son appareil répressif. Le fait que ces mêmes dirigeants furent prêts à participer à la résurgence de cet Etat en participant à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, avant que les militants anarchistes eux-mêmes ne deviennent les victimes d'une répression que leurs dirigeants avaient contribué à rendre possible, ne fait que souligner les leçons essentielles de juillet 1936. La combativité anticapitaliste, l'énergie révolutionnaire et l'héroïsme des masses peuvent dans certaines circonstances aller bien au-delà des prévisions des révolutionnaires eux-mêmes. Mais si l'on ne détruit pas réellement l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour le remplacer par un nouvel Etat ouvrier, la révolution socialiste ne peut en aucun cas l'emporter. Et ce nouvel Etat ouvrier ne peut être construit sans direction centralisée, au fil des luttes spontanées.

Le jeu diplomatique de Staline – largement fondé sur des illusions – fut la cause immédiate de la défaite de la révolution espagnole. Ce sont les intérêts de la bureaucratie soviétique comme couche sociale parasitaire qui sont,

en dernière instance, la base matérielle de cette politique contre-révolutionnaire. Mais la théorie menchevique de la « révolution par étapes » appliquée à l'Espagne (sous la forme de sa variante « antifasciste ») pas seulement par les principaux hommes du Komintern mais aussi par plus d'un de leurs alliés social-démocrates – pour ne pas parler des politiciens bourgeois « libéraux » qui avalèrent cette théorie avec grand enthousiasme – joua le rôle d'une médiation importante entre ces intérêts matériels et la politique contre-révolutionnaire. Puisque l'Espagne était un pays arriéré, c'était la révolution démocratique-bourgeoise qui devait être à l'ordre du jour. Ainsi, on considérait qu'il s'agissait exclusivement de défendre la démocratie bourgeoise, la république démocratique, contre le fascisme, la monarchie et les « propriétaires terriens semi-féodaux », et non pas de conduire à son issue logique la lutte des ouvriers et des paysans contre l'exploitation et l'oppression par un processus de révolution permanente débouchant sur l'instauration du pouvoir des travailleurs, résolvant en passant ces tâches de la révolution démocratique bourgeoise que l'histoire particulière du capitalisme espagnol avait laissées inachevées.

Aujourd'hui, plus de trente cinq ans après la fin de la guerre civile, face au franquisme en liquidation, le PC espagnol ainsi que les divers groupes centristes s'accrochent toujours désespérément à la même stratégie fondamentale. Ils sont plus fermement attachés que jamais à leur conception de la « révolution par étapes ». La première étape doit être la restauration de la « démocratie ». En fait, le PC est même prêt à abandonner le concept d'une république démocratique et à accepter la restauration de la monarchie pourvu que cela permette la restauration des libertés démocratiques. Ensuite viendra une étape de démocratie parlementaire pendant laquelle le PC et « d'autres forces démocratiques » lutteront pour des réformes. Ce n'est que lorsque de cette façon la « majorité » du peuple espagnol aura été gagné (à travers les élections) que la lutte pour le socialisme pourra être mise à l'ordre du jour, en passant par une nouvelle étape intermédiaire, celle de la « démocratie avancée ».

Le secret espoir du PCE, était que, de quelque façon, les capitalistes eux-mêmes « libéreraient » la dictature bonapartiste sénile qui, en l'absence de toute base de masse petite-bourgeoise, avait de toute manière perdu son caractère fasciste. C'est pourquoi le PCE s'est prononcé en faveur de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, tout comme les sociaux-démocrates espagnols qui partagent les mêmes espoirs et les mêmes illusions. La démocratie octroyée d'en haut réclame tout au plus une « pression » par en bas, avec des luttes savamment fragmentaires et entrecoupées de négociations de toutes les forces « démocratiques », y compris les monarchistes libéraux, avec la monarchie post-franquiste. Comme en 1936, des manoeuvres politiques apparemment savantes se substituent à une évaluation sensée de ce que sont les forces sociales fondamentales en présence, leurs positions d'intérêts, leur dynamique immédiate et historique.

Il serait absurde de nier que la société espagnole a considérablement changé depuis la guerre civile de 1936-1939. Après de nombreuses années d'isolement, le capitalisme espagnol s'est trouvé entraîné au cours des années '50 dans le grand boom d'après-guerre de l'économie impérialiste en Europe occidentale. Grâce au développement considérable du tourisme et à l'émigration massive d'habitants sans travail des villes et des campagnes, absorbés par l'économie de l'Europe occidentale, le marché national espagnol put s'élargir, et on assista à un important procès d'industrialisation. Aujourd'hui l'Espagne est devenue pour l'essentiel un pays industriel où la majorité absolue de la population vit dans les villes et où la classe ouvrière industrielle est devenue la classe sociale la plus importante numériquement de la société.

Naturellement, l'Espagne demeure un pays marqué par des traits d'arriération importants si on le compare à des pays impérialistes tels que l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France ou l'Italie. Son industrie est encore incapable d'être réellement compétitive sur le marché mondial. Les produits qu'elle exporte sont encore pour l'essentiel des produits agricoles. Le sud et l'ouest du pays demeurent fortement marqués par le sous-développement. La question nationale, notamment au Pays-Basque, en Catalogne et en Galicie, reste un cancer incurable en régime capitaliste. En dépit de cela, si le point de vue de ceux qui considéraient que l'Espagne était à la veille d'une révolution démocratique-bourgeoise en 1936 était déjà totalement erroné, un tel point de vue est aujourd'hui tout simplement grotesque.

Après un long sommeil, découlant à la fois de la terrible répression qui suivait la victoire de Franco et qui fut aussi meurtrière que la guerre civile elle-même, découlant aussi de son manque de perspectives et de confiance en soi, la classe ouvrière espagnole s'est résolument lancée dans de nouvelles luttes depuis le début des années '60. D'innombrables grèves et manifestations de rue ont commencé à former une nouvelle avant-garde militante dans les usines, les quartiers et les universités.

Au début, les capitalistes se sont efforcés de maintenir ces luttes dans le cadre de revendications purement économiques. Mais la nature même de la dictature a entraîné l'échec de cette stratégie. La nouvelle combativité de classe ouvrière débouchait forcément sur la lutte pour la libération des prisonniers politiques (lutte pour l'amnistie) ; sur la lutte pour des syndicats libres et la lutte pour la légalisation de tous les partis ouvriers ; sur la lutte pour la liberté de la presse, la liberté de manifestation, la lutte pour l'auto-détermination des nations opprimées. Ainsi, les revendications politiques et économiques se trouvèrent étroitement combinées. Après quelques hauts et bas, et en dépit de l'état d'urgence proclamé par la dictature depuis 1969, des vagues successives de grèves généralisées ont déferlé au Pays-Basque, dans la région de Barcelone, à Madrid, dans les Asturies et mêmes dans les régions jadis arriérées de la Galice. Les mouvements de solidarité contre la répression ont contribué à politiser un mouvement gréviste qui, en 1976, battit tous les records historiques avec plus de 100 millions de journées de grève.

Dans ces luttes, le poids de la classe ouvrière est absolument décisif ; de plus, celle-ci est entrée en lutte pour défendre ses propres intérêts de classe, et il est donc totalement irréaliste d'attendre qu'elle limite volontairement ses objectifs à une « première étape » qui serait la restauration de la démocratie bourgeoise. Les travailleurs qui se mettent à occuper les usines, qui apprennent à affronter la police et l'armée, ne s'engageront pas dans une épreuve de force décisive avec un adversaire de classe farouche, pour le plaisir de remettre gentiment le fruit de leur victoire entre les mains de leurs exploiters. Inévitablement, la révolution espagnole qui vient aura un caractère socialiste et prolétarien d'emblée, c'est à dire qu'elle tirera son caractère des actions de la classe ouvrière et dessinera la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Cela ne signifie pas que des revendications démocratiques ne puissent jouer un rôle important pour stimuler la révolution. Cela ne signifie pas davantage qu'il ne puisse y avoir aucune période intermédiaire entre le renversement du régime de « démocratie autoritaire » et « d'Etat fort » post-franquiste, et l'établissement de la dictature du prolétariat. Cela signifie simplement que la direction de la classe ouvrière sera une fois de plus – comme en 1936 – le facteur décisif pour l'issue du processus révolutionnaire.

Un interrègne démocratique-bourgeois peut apparaître au cours de la lutte de masse qui ébranle, décompose et balaie successivement le régime franquiste et son héritier monarchiste. Mais cela ne sera pas parce que la situation n'est pas « mûre » pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Cela ne fera que refléter le fait que les organisations de masse que les travailleurs suivent encore (et en premier lieu le PC) ont provisoirement réussi à faire refluer le début d'une montée de révolution socialiste vers les canaux de la démocratie bourgeoise.

Mais la durée d'une tel interrègne sera encore plus restreinte qu'entre 1931 et 1936. Le développement industriel que l'Espagne a connu depuis lors n'a fait que rendre les contradictions sociales plus explosives. La misère des chômeurs, des paysans pauvres, des victimes de la crise économique ne manqueront pas de se combiner avec la force accrue de la classe ouvrière pour ébranler la société bourgeoise jusque dans ses fondements. La classe capitaliste ne tardera pas à s'apercevoir qu'elle n'a pas les moyens de neutraliser les forces sociales révolutionnaires à coups de réformes. La répression de masse redeviendra rapidement la stratégie de base de la classe dominante. La classe ouvrière, dotée de ses propres organisations indépendantes, ne se soumettra pas sans broncher, pas plus qu'elle ne l'a fait en 1934 ou 1936.

La variante la plus probable, en tout état de cause, est que ces lutte de masse culminent dans une grève générale. Une situation de double pouvoir surgirait de ce mouvement généralisé. La question d'une Fédération des républiques

ouvrières de la péninsule ibérique se trouverait ainsi mise à l'ordre du jour. Consciente du caractère probable de cet enchaînement d'événements, la bourgeoisie espagnole continue à s'accrocher à un appareil de répression hérité du franquisme, et qu'elle n'est pas prête à sacrifier sur l'autel d'une « crédibilité démocratique ».

Une nouvelle génération de révolutionnaires espagnols s'est levée aujourd'hui, produit de quinze années d'essor de luttes des masses ouvrières, estudiantines, féminines, nationales. Cette génération est en train d'assimiler les leçons de la guerre civile de 1936-1939. Elle est encore faible en regard des tâches immenses que lui assigne l'histoire. Mais elle est infiniment plus forte que la poignée de trotskystes qui se trouvaient en Espagne pendant les semaines et les mois décisifs que décrit le livre de Morrow. La révolution espagnole qui vient jouera un rôle décisif dans le développement de la révolution socialiste en Europe occidentale, processus auquel le Mai 68 de France a donné le coup d'envoi. Aider les marxistes-révolutionnaires espagnols à construire un parti léniniste de masse solide, à construire une puissante section de la Quatrième Internationale, c'est aujourd'hui une des tâches les plus urgentes pour les révolutionnaires du monde entier. La réédition de ce livre vient à son heure pour contribuer à cette tâche.

[didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)